



Récupérer l'espace de la société civile locale Janvier 2021

Le monde est confronté à d'énormes défis. Des scènes récentes des États-Unis et d'autres États du monde entier montrent la montée en puissance des dirigeants populistes et autoritaires et mettent en évidence la détérioration des institutions démocratiques et le manque d'inclusion, de transparence et de redevabilité dans la gouvernance. Le rapport de CIVICUS sur l'état de la société civile 2020 conclut que « *La pandémie de COVID-19 a exacerbé, accéléré et exposé davantage les défis mondiaux cruciaux qui sont apparus en 2019: libertés civiles et démocratiques restreintes, politiques économiques qui échouent à la plupart des gens, exclusion généralisée, coopération internationale limitée et incapacité à suivre la science et à agir face à l'urgence mondiale du changement climatique... Le rôle de la société civile est plus vital que jamais. Les OSC, toujours en première ligne de la réponse aux crises, ont fourni des soins de santé, de la nourriture, des abris et d'autres produits essentiels à ceux qui en avaient besoin. Le type de solidarité que la société civile nourrit et mobilise, du niveau local au niveau mondial, s'est avéré essentiel pour aider les gens à traverser la crise* ».

Une étude de 2019 publiée par l'Union européenne sur 'Sociétés en dehors des métropoles: le rôle des organisations de la société civile face au populisme' recommande que « *des actions concrètes et cohérentes au fil du temps soient nécessaires pour donner aux organisations de la société civile de ces régions les moyens de remplir leur mission et de jouer leur rôle de parler au nom de ceux qui sont sous-représentés et de défendre les marginalisés, d'éduquer et de créer une sorte de véritable lien entre les différentes communautés* ». Cependant, la manière dont le secteur de l'aide internationale opère actuellement généralement instrumentalise les organisations de société civile (OSC) locales et nationales en tant que sous-traitants pour leurs programmes, plutôt que de les soutenir en tant qu'acteurs sociaux indépendants répondant aux besoins et priorités réels de la communauté et encourageant leurs gouvernements à agir en tant que responsable premier pour la protection des droits fondamentaux des personnes. La pandémie Covid19 a eu un impact considérable et négatif sur l'architecture de l'aide, à un moment où l'assistance vitale aux populations confrontées à des catastrophes naturelles ou à des crises prolongées est la plus nécessaire. Les organisations locales sont confrontées à une marginalisation accrue à un moment où elles sont à l'avant-garde de la réponse, qu'il s'agisse de la réponse de Covid19 en matière de santé ou de crises économiques ou autres provoquées pendant cette période

Le défi à présent n'est pas de revenir aux anciennes pratiques, mais d'avancer vers une nouvelle normalité : un monde post-pandémique plus juste et plus égalitaire, dans lequel les droits sont largement reconnus. Compte tenu des changements mondiaux, le secteur de l'aide doit radicalement accélérer le changement. L'instrumentalisation des acteurs locaux pour servir les agendas d'acteurs externes n'est plus acceptable. Il est urgent d'instaurer la confiance avec le Sud et de décoloniser et démocratiser l'aide. Dans tous les cas, il est peu probable que l'aide occidentale, acheminée par les intermédiaires coûteuses des ONU, ONG internationales et entreprises privés occidentaux, puisse continuer à fournir un filet de sécurité sociale mondial à un moment où une dépression économique mondiale augmentera rapidement les besoins et la détresse. Cela nécessite la mobilisation de nombreux autres acteurs, pour lesquels l'attitude dominante et contrôlante des agences d'aide internationales est un obstacle majeur.

En 2021, l'Alliance for Empowering Partnership (A4EP) poursuivra son plaidoyer en faveur d'organisations de la société civile locale indépendantes et responsables qui promeuvent une société fondée sur les principes démocratiques, l'égalité et la justice sociale, conformément à la Déclaration universelle des droits de l'homme. Ces organisations de la société civile devraient jouer un rôle central dans l'influence et l'élaboration des politiques locales, nationales, régionales et internationales en engageant les communautés et les citoyens de leurs pays. Ils doivent être des acteurs actifs pour obliger les parties prenantes à rendre des comptes pour une exécution meilleure et plus redevable des politiques, du développement, des secours et de l'aide humanitaire, en particulier dans les pays bénéficiaires de l'aide. A4EP continuera à faire campagne pour une approche menée localement et pour l'espace et les ressources permettant aux communautés de décider de leurs propres priorités. Nous maintiendrons et renforcerons la solidarité au sein d'un réseau de dirigeants d'OSC locales afin que nous puissions fournir une solide information factuelle du terrain pour influencer les politiques et pratiques nationales et internationales.

Nous exhortons les donateurs internationaux et les gouvernements nationaux à fournir l'espace et les ressources nécessaires à la société civile locale pour qu'elle prospère, afin qu'elle puisse travailler avec leurs gouvernements pour

améliorer le niveau de vie de leurs citoyens et compléter les autres efforts de développement et humanitaires. Nous exhortons les agences des Nations Unies à jouer le rôle qui leur revient dans la promotion des droits de l'homme, à canaliser leurs ressources pour rechercher des solutions durables, à combler les déficits de financement grâce à une plus grande économie opérationnelle de leur part et à fournir des ressources pour soutenir la société civile locale afin qu'elle puisse faire son travail, au lieu d'entrer en concurrence avec elle. Il est temps de décoloniser l'aide en mettant fin aux tactiques agressives de collecte de fonds des agences du Nord dans le Sud global et à la prise de contrôle de l'espace de coordination et de décision dans les pays du Sud via leurs bureaux de pays. L'A4EP craint en outre que les acteurs locaux, enracinés dans les communautés, soient confrontés à une crise existentielle due à la corporatisation du secteur de l'aide.

Depuis de nombreuses années, les ONG internationales ont apporté de bonnes contributions au renforcement des capacités des organisations locales de la société civile. Il est temps pour eux de laisser aux acteurs locaux la place qui leur revient dans leurs processus politiques et décisionnels nationaux et régionaux. Les OSC locales et nationales indépendantes ne peuvent pas prospérer si le gouvernement, les donateurs, les Nations Unies et / ou les ONGI continuent de les marginaliser dans leur propre contexte. Les OSC locales doivent jouer le rôle qui leur revient pour contribuer aux solutions des problèmes complexes dans leurs pays et pour améliorer la gouvernance et la redevabilité dans leurs propres sociétés. Cela implique du travail avec les citoyens du pays pour suivre et rendre l'aide plus accessible et redevable envers les communautés.

Il existe de nombreux bons processus qui ont été lancés au niveau international pour relever certains des défis. Cependant, A4EP est préoccupé par le fait que nous maintenions l'élan pour traduire les discours politiques en pratique et éviter que les intérêts particuliers ne ralentissent les progrès. Cela nécessite un esprit ouvert, un cœur ouvert et une volonté ouverte de changer les mentalités et les cadres de référence, de renforcer la confiance dans la société civile locale et de s'engager à instaurer des partenariats autonomes et équitables entre les donateurs et les bénéficiaires et avec les intermédiaires. Les communautés des pays paient un lourd tribut lorsqu'elles ne prennent pas part aux décisions de développement et ne reçoivent pas une aide humanitaire en temps opportun afin de pouvoir rebondir vers un avenir meilleur.

Members of the Alliance for Empowering Partnership



Site Web: www.A4EP.net Twitter: @ A4EP2
 Coordonnées des personnes pour plus d'informations :

Singh, Sudhanshu S, Directeur général,
Humanitarian Aid International, Inde,
courriel : sssingh@hai-india.org
Téléphone mobile : +91 9953163572
<https://hai-india.org/>

Patel, Smruti: Directrice, Global Mentoring Initiative,
Suisse
courriel : spatel@gmentor.org
Tél : +41 79 561 4749
www.gmentor.org